

REPUBLIQUE FRANCAISE

COMMUNE de SAINT-MICHEL-  
SUR-SAVASSE

DOSSIER : N° PC 026 319 21 V0034  
Déposé le : 13/12/2021  
Dépôt affiché le : 13/12/2021  
Demandeur : Monsieur NADAUD Jean Claude  
Nature des travaux : Construction d'une maison  
individuelle  
Sur un terrain sis à : Route du Chalon à SAINT-  
MICHEL-SUR-SAVASSE (26750)  
Référence(s) cadastrale(s) : A 1206

**ARRÊTÉ N°12/2022**  
accordant un permis de construire  
au nom de la commune de SAINT-MICHEL-SUR-SAVASSE

**Le Maire de la Commune de SAINT-MICHEL-SUR-SAVASSE**

VU la demande de permis de construire présentée le 13/12/2021 par Monsieur NADAUD Jean Claude demeurant 1 Impasse Félix Roux 26750 SAINT MICHEL SUR SAVASSE ;

VU l'objet de la demande

- pour la construction d'une maison individuelle ;
- sur un terrain situé Route du Chalon à SAINT-MICHEL-SUR-SAVASSE (26750) ;
- pour une surface de plancher créée de 112 m<sup>2</sup>;

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants ;

VU la carte communale approuvée par délibération du Conseil Municipal du 06/01/2017 et par Arrêté préfectoral du 27/02/2017 ;

VU les délibérations n°19/07 du 09/05/2007 et n°12/06 du 09/05/2006 instituant la PVR ;

VU la déclaration préalable de division 026 319 21V0024 accordée tacitement en date du 09/08/2021 ;

VU l'avis du SDED en date du 06/01/2022 ci-annexé ;

VU l'avis du SIEH en date du 16/12/2021 ci-annexé ;

VU l'avis du service assainissement de Valence Romans Agglo en date du 11/01/2022 ci-annexé ;

**ARRÊTE**

**Article 1**

Le présent Permis de Construire est **ACCORDE** sous réserve du respect des prescriptions contenues dans les avis des gestionnaires.

SAINT-MICHEL-SUR-SAVASSE,  
le 26 janvier 2022

Monsieur COLOMB Pierre,  
Le Maire



**NOTA BENE** : La présente autorisation peut être le fait générateur de taxes et de participations d'urbanisme. Vous recevrez un avis d'imposition de la part des services de l'Etat ultérieurement.

*La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.*

**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

**Durée de validité du permis :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :**

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.